

QUE VALENT LES PROPOSITIONS DE L'ISTIQLAL?

Sortir le pays de la dépression, c'est ce qu'espère le parti de l'Istiqlal en proposant son mémorandum pour une **Loi de finances rectificative**. Les économistes y voient plutôt une manœuvre politique.

Sara Bar-rhout

C'est en réponse au climat social tendu que l'Istiqlal, dans son rôle de parti d'opposition, a proposé fin mai un certain nombre de mesures à inscrire par le gouvernement dans une Loi de finances rectificative. Des mesures qui nécessiteront la mobilisation de pas moins de 4 milliards de dirhams par an, d'après les calculs du parti qui, assurant être soucieux de maintenir les équilibres budgétaires, croit pouvoir dégager ce montant tout en maintenant le déficit budgétaire à son niveau objectif pour 2018, soit à 3%. Le Chef du gouvernement, Saadeddine Othmani, s'est entretenu le 27 juin avec une délégation du parti présidée par son secrétaire général Nizar Baraka, pour discuter en détail les propositions incluses dans le mémorandum.

Une croissance additionnelle

Pour Adnane Benchekroun, vice-président de l'Alliance des économistes de l'Istiqlal, la dynamique qu'engendrera la croissance supplémentaire, annoncée d'ailleurs par plusieurs institutions, notamment grâce à la bonne année agricole, générera une hausse de la consommation et par conséquent des recettes fiscales. Cette hausse permettra de dégager entre 3 et 3,5 milliards de dirhams de recettes supplémentaires. L'amélioration des revenus induite par les mesures proposées permettant une hausse de la consommation et par ricochet une hausse des recettes de TVA. Le milliard restant pourrait, toujours selon Benchekroun, être dégagé en réduisant le budget de fonctionnement, en grignotant

sur les dépenses en lien avec le matériel et autres (voitures de fonction, factures d'électricité et d'eau...).

Améliorer le pouvoir d'achat

Avec ses différentes mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et à même de donner un coup de pouce à la consommation, le parti d'opposition espère ainsi tracer un chemin permettant de sortir de la léthargie et du malaise social et économique que connaît le pays, estime le vice-président de l'Alliance. «Ces mesures permettraient de détendre le climat actuel pour pouvoir préparer sereinement la Loi de finances, la charte de l'investissement, la régionalisation, la réforme des CRI, les délais de paiement...», déclare-t-il. Le parti espère avec cette recette réaliser un rattrapage visant à renforcer le pouvoir d'achat qui s'est dégradé de 20% pour un ménage moyen disposant d'un revenu de 7.500 DH.

Manœuvre politicienne?

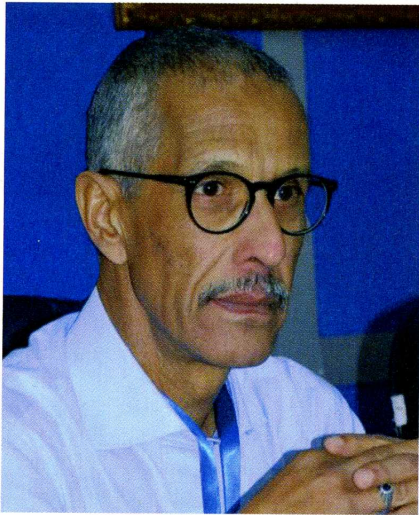
Si ces mesures sont plausibles pour la plupart, des économistes y voient plutôt une manœuvre politicienne. Pour l'économiste Kamal Mesbahi, «le principal objectif de cette démarche est de prendre date et de se positionner politiquement par rapport à une conjoncture particulière, celle d'un malaise social, économique et politique qu'exprime le mouvement du boycott depuis le 20 avril. Plusieurs des propositions qui figurent dans ce mémorandum sont dans le pipe depuis fort longtemps». Une opinion que partage l'économiste Mekki Zouaoui,

pour qui «toutes ces propositions peuvent être insérées dans leur programme électoral pour les prochaines échéances législatives. Il ne faut pas croire que ces mesures pourront s'insérer comme ça par effet de baguette magique dans une Loi de finances pour une année 2018 qui devrait finir, selon les prévisions, sur un taux de croissance qui ne dépasse pas les 2,6%. Je pense que le parti Istiqlal veut surfer sur la situation actuelle et c'est son droit et son rôle».

Hausse des salaires difficile

Les deux économistes s'accordent à dire qu'une augmentation des salaires dans la Fonction publique ne pourrait qu'alourdir davantage les dépenses. Mesbahi rappelle d'ailleurs que le dernier rapport de la Cour des comptes relate un poids élevé des salaires de la Fonction publique qui avoisine les 12% du PIB. «Un ratio au-delà des capacités réelles de l'économie marocaine», estime Mesbahi. Zouaoui pour sa part souligne que «le secrétaire général du parti, Nizar Baraka (qui occupe également le poste de président du Conseil économique, social et environnemental, ndlr), sait pertinemment que la masse salariale dans la Fonction publique est extrêmement élevée. Je ne dis pas que les fonctionnaires sont bien payés, mais la masse représente la moitié des recettes de l'Etat et il n'y a donc pas possibilité de le faire». Quant à l'indexation du SMIG sur le taux d'inflation, l'économiste estime que «nous n'avons pas une structure économique à même de supporter une augmentation des salaires minimums». Adnane Benchekroun, vice-président de l'Alliance

Le parti de l'Istiqlal propose plusieurs mesures dans le but d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.



«Le principal objectif de cette démarche est de se positionner politiquement», Mesbahi.

des économistes de l'Istiqlal, insiste pour sa part sur le fait que la principale menace à la compétitivité des entreprises marocaines n'est pas le niveau des salaires mais plutôt la productivité qui fait défaut en raison, entre autres, de l'absence de formation. «La hausse concernerait le salaire minimum et non pas les salaires des hauts cadres à travers leur indexation à l'inflation, qui elle-même ne dépasse pas les 2% depuis des années», précise l'homme politique qui estime que le patronat et le capital ne peuvent plus raisonner en termes de masse salariale, car à un moment donné la sortie de la crise économique et sociale a un prix.

Hydrocarbures, sujet de discord

Par ailleurs, la proposition de plafonner les prix des hydrocarbures ou encore le choix de réviser les hypothèses concernant le prix du pétrole n'ont pas trouvé écho auprès des économistes contactés par Economie Entreprises. Kamal Mesbahi estime que «les discussions avancées entre gouvernement et secteur des

Plusieurs propositions figurant dans ce mémorandum sont dans le pipe depuis fort longtemps.

hydrocarbures relatives à un autre mode de calcul du prix des hydrocarbures (par baisse du niveau des marges) n'ont pas besoin de Loi des Finances rectificative». Mekki Zouaoui rappelle quant à lui que «le prix retenu dans les Lois de finances est une estimation du prix moyen des hydrocarbures qui correspond aux capacités financières de l'année». Réviser le prix du pétrole alors que le Maroc n'est pas un pays producteur n'aurait donc pas une grande incidence. Activer le Conseil de la concurrence serait donc la seule mesure qui trouve approbation. «L'activation du Conseil de la concurrence à mon avis est la seule proposition valable. Il faut laisser les marchés fonctionner selon les lois économiques, avec un régulateur. D'autant plus que cette proposition est partagée par tout le monde, y compris au plus haut niveau politique», poursuit Zouaoui. Même son de cloche du côté de Mesbahi, qui précise: «La seule exigence qui pourrait se justifier aujourd'hui est celle des instances de la gouvernance. En particulier l'article 166 du Conseil de la concurrence, l'article 167 de l'Instance nationale de probité et de lutte contre la corruption et, également, l'article 36 traitant des infractions relatives aux conflits d'intérêts, aux délits d'initiés et toutes infractions d'ordre financier. Mais pour ça, on a besoin d'actes politiques et non de Loi de finances rectificative».

Loi de finances rectificative, pour quoi faire?

Les deux économistes s'accordent sur le fait qu'il n'y a pas besoin de recourir à une Loi de finances rectificative qui, en principe, n'est adoptée qu'en cas de crise gravissime politique ou économique. «Je ne pense pas qu'on soit dans une telle situation», estime Zouaoui. Adnane Benchekroun souligne à ce propos que «le gouvernement ne fait pas ce qu'il faut pour avoir une bonne croissance. Des décisions ne sont pas prises, les opérateurs ont perdu confiance, l'investissement ralentit. Le pays connaît un malaise, un malaise économique, un malaise social, on est coincés. Ce que nous proposons c'est une fenêtre de sortie de cette dépression économique». Avec le recours à une Loi de finances rectificative, le parti espère qu'une partie des problèmes sera réglée pour que la Loi de finances 2019 se prépare dans un climat plus serein, ou



«Pour accompagner ces mesures, il faudra mobiliser 4 milliards de dirhams par an», Benchekroun.

du moins pour ramener le débat dans les institutions et ne plus le laisser dans la rue et sur les réseaux sociaux. ▀

sbarrhout@sp.ma

C'est quoi une Loi de finances rectificative ?

La loi organique relative à la Loi de finances prévoit trois types de loi: la Loi de finances qui porte le budget de l'année, les Lois de finances rectificatives et la Loi de règlement de la Loi de finances, toutes préparées et déposées par l'exécutif. Si la première et la dernière sont d'usage plus fréquent, le recours à la Loi de finances rectificative est plus rare. Et pour cause, «une Loi de finances rectificative n'est préparée qu'en cas de changement majeur des hypothèses utilisées pour la préparation de la Loi de finances en vigueur», explique une source au ministère des Finances. Par ailleurs, et d'après l'article 55 de la Constitution, les amendements que proposent les parlementaires doivent veiller au maintien de l'équilibre budgétaire. Autrement dit, pour toute proposition qui pourrait augmenter les dépenses ou réduire les recettes, les parlementaires doivent proposer des mesures pour compenser l'impact de leurs propositions.